



DU MERCREDI 21 OCTOBRE 2015

## Télé

### France 2 décrypte le budget de Girac

**F**rance 2 a choisi l'hôpital de Girac, mardi soir, pour illustrer les difficultés budgétaires des hôpitaux français dans son journal de 20 heures. Dans un sujet de 6 minutes, la chaîne a passé au scanner le budget du centre hospitalier d'Angoulême, qui prend en charge plus de 300 000 patients chaque année. Un budget de 176 millions d'euros constitué à 80 % des remboursements des actes médicaux par la Sécurité sociale. Le bilan est loin d'être rose. Les nombreux efforts engagés à tous les étages pour faire des économies ne permettront pas de compenser la baisse des remboursements de la Sécurité sociale pour l'année 2015. Girac devrait terminer l'année dans le rouge.

À revoir sur [Charentelibre.fr](http://Charentelibre.fr)

■ Un restaurant à Saint-Jacques, un bar à vin rue du Canton ■ De nouveaux établissements ouvrent bientôt à Cognac ■ Point commun: la singularité

# Deux projets atypiques fleurissent à Cognac

Frédéric BERG  
f.berg@charentelibre.fr

Un chef qui a picoré de multiples expériences à Bruxelles, à Paris et dans la région, se frottant à de grandes brigades comme à de toutes petites maisons. Un amateur de vin et de bons produits qui a conduit avec succès des bars à vin à Paris et à Bordeaux. Antoine Vernouillet et Benoît Veyret-Logerias ont en commun un esprit libre mais des idées claires.

”

On ne cherche pas à singer ce qui se fait mais apporter une offre nouvelle.

Le premier ouvre mi-novembre un restaurant dans le quartier Saint-Jacques de Cognac. Le second patientera certainement jusqu'au début d'année pour implanter un bar à vin-épicerie dans la rue piétonnière (lire encadré).

Le restaurant qu'Antoine Vernouillet va piloter avec son associée Amandine Bernanose,



Amandine Bernanose (au premier plan) et son associé Antoine Vernouillet, Patrice Anne, le ferronnier, et Yvan, le second cuisinier.

Photo F. B.

sera un lieu très inhabituel. Ils ont acheté à la mairie de Cognac ce rez-de-chaussée situé au n°46, avenue de Lattre-de-Tassigny, juste avant le rond-point en venant du centre-ville. C'était un atelier de repassage.

Ils ont conservé les murs, tout le reste a été modifié. Le sol est en acier, comme la structure du bar et plusieurs éléments de décoration, tous réalisés par le ferronnier d'art Patrice Anne, installé à la Chapelle-des-Pots en Charente-Maritime, un ami des futurs restaurateurs. La cuisine sera ouverte sur la salle. Le mobilier mêlera l'acier et le cuir. Là encore Antoine, 32 ans, et Amandine, 36 ans, ont fait appel à un artisan, un sellier de Saint-Bris-des-Bois.

## Passé par Siences-Po

«On veut créer un état d'esprit, une ambiance où tout sera cohérent. On travaille sur la matière, les assiettes, les couverts. Comme pour la cuisine rien ne prédomine, on cherche un équilibre», soulignent en chœur les deux associés, rejoints dans l'aventure par un second cuisinier, Yvan Joulin, âgé de 31 ans qui finit sa formation.

Le chef, Antoine, va proposer une carte courte mais inventive. «Je ferai mon marché tous les matins et je cuisinerai en fonction des produits. On va aussi s'associer à des producteurs locaux. Mes goûts personnels ce sont les légumes et les poissons, mais je ne travaillerai pas que ça évidemment. Je ne veux pas mettre en avant un produit plus qu'un autre mais plutôt trouver des équilibres», souligne ce Parisien d'origine, passé par Siences-Po avant de plonger avec bonheur dans la cuisine.

Venu dans la région assez récemment où il a rencontré Amandine, il a choisi Cognac pour son potentiel : «On ne cherche pas à singer ce qui se fait mais apporter une offre nouvelle». Nouvelle et différente. Le resto dont le nom n'a pas encore été tranché sera ouvert du lundi au vendredi le matin et du mercredi au vendredi le soir, de 17 heures à 23 heures.

## Son bar à vin n'est pas un «Bô Bar»

Benoît Veyret-Logerias revient chez lui. Originaire de Cognac, ce quinquagénaire est en train de racheter le commerce situé 12, rue du Canton à Cognac pour y implanter une épicerie fine bar à vin. Un concept qu'il connaît bien pour avoir tenu un premier bar à vin à Paris, puis un second à Bordeaux, pendant près de dix ans. Le «Bô Bar», place Saint-Pierre, était devenu une petite institution, épinglée dans de nombreux guides gastronomiques. Benoît Veyret-

Logerias s'était notamment fait une spécialité des vins biologiques et naturels (sans soufre ajouté).

«Je vais commencer prudemment, sans forcément faire la même chose qu'à Bordeaux. Je ne veux pas non plus piquer de la clientèle à Philippe [la Cave Saint-Léger, NDLR]. Je veux proposer quelque chose de différent, de surprenant. J'aurai du vin mais aussi une épicerie fine avec les produits que j'aime, des charcuteries, des olives... Quand on fait de bonnes choses, ça marche partout !»

## Découverte du safran avec «100% Chlorophylle»

Marion Babinot, safranière, propose de faire découvrir la culture du safran et de participer à la récolte ainsi qu'à l'émondage des pistils, samedi 31 octobre à partir de 8h30 (durée 3h30). Prévoir des bottes et des vêtements chauds. Inscription obligatoire auprès de l'office de tourisme de Cognac au 05 45 82 10 71. Le lieu de rendez-vous sera donné lors de l'inscription. Animation gratuite.

# Chômage: une embellie attendue pour 2016

Le chef de l'Etat a assuré à plusieurs reprises qu'il ne briguerait un second mandat qu'en cas de baisse «crédible» du chômage en 2016. C'est précisément le scénario qu'ébauche l'Unédic.

Selon l'organisme gestionnaire de l'assurance chômage, après avoir vu affluer 70.900 nouveaux chômeurs depuis janvier en métropole, Pôle emploi devrait en recenser 8.900 de moins d'ici à la fin de l'année. Sur l'ensemble de l'année, le nombre de demandeurs d'emploi sans activité (catégorie A) augmenterait ainsi de 62.000 personnes, après 189.000 supplémentaires en 2014. L'horizon s'éclaircirait encore plus nettement en 2016, avec 51.000 chômeurs en moins. Il s'agirait de la première année de baisse depuis 2006, juste avant la crise financière mondiale.

### Dette abyssale

Le chômage a atteint un record fin août, avec 3,57 millions de demandeurs sans activité. En huit ans, 1,6 million de chômeurs supplémentaires se sont inscrits à Pôle emploi, dont 650.000 depuis l'élection de François Hollande en 2012. Selon les prévisions de l'Unédic, le taux de chômage, mesuré selon les normes du Bureau international du travail (BIT), suivrait les mêmes tendances que les inscrits à Pôle emploi. Il resterait stable à

■ Selon l'Unédic, le chômage devrait baisser en 2016

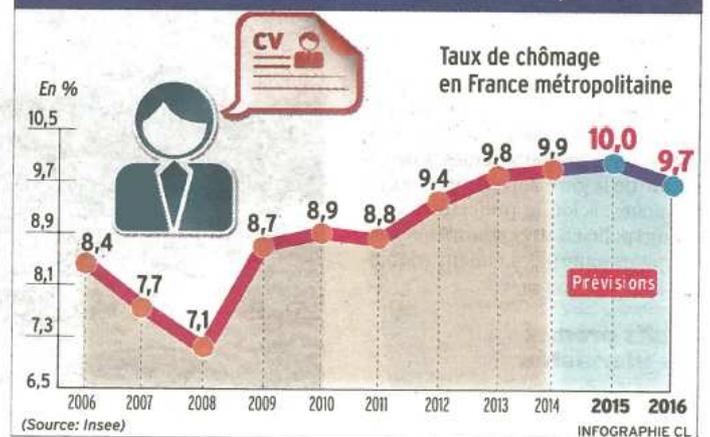
■ Une première depuis près de dix ans ■ La prévision conforte François Hollande en vue d'une candidature en 2017.

10% de la population active d'ici à la fin de l'année, puis baisserait à 9,7% fin 2016. L'économie créerait des emplois au second semestre 2015 «sous les effets conjoints de l'amélioration de la croissance, du Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) et du pacte de responsabilité».

Ces prévisions témoignent d'une amélioration sur le marché du travail, mais elles sont, malgré tout, moins optimistes que les précédentes publiées à la mi-juin.

En outre, l'amélioration serait nuancée par une hausse des demandeurs d'emploi travaillant à temps partiel ou enchaînant les contrats courts: +166.000 en

## Baisse du chômage: l'Unédic optimiste



2015, +49.000 en 2016. Près de la moitié des demandeurs d'emploi indemnisés travaillent. Parallèlement, la dette abyssale du régime devrait continuer à se creuser et atteindre 25,8 milliards d'euros fin 2015 et 29,4 milliards fin 2016. Mais le déficit baisserait à 3,6 milliards d'euros en 2016, après un pic de 4,4 milliards en 2015.

Ces perspectives financières de l'Unédic ne prennent toutefois pas en compte les effets éventuels de l'annulation par le Conseil d'Etat des règles d'indemnisation chômage. La haute juridiction a annulé l'agrément par l'Etat de l'actuelle convention d'assurance

chômage, entrée en vigueur en juillet 2014. Cette décision ne «bouleverse pas l'équilibre financier» de la convention, selon Patricia Ferrand.

Le Conseil d'Etat a notamment censuré les modalités de calcul du différé d'indemnisation, période pendant laquelle un nouvel allocataire doit attendre avant d'être indemnisé, qui lésait certains licenciés économiques ayant obtenu réparation aux prud'hommes. Selon l'Unédic, cela ne concerne que 1.000 dossiers par an, pour un total de 4 millions d'euros. Sur ce point, les partenaires sociaux ont jusqu'à mars prochain pour corriger le tir.



## Aide juridictionnelle: la grève des barreaux se radicalise

La garde des Sceaux Christiane Taubira recevra aujourd'hui à midi les représentants des avocats alors que la grève des barreaux contre sa réforme de l'aide juridictionnelle se radicalise.

Le Conseil national des barreaux (CNB, qui représente l'ensemble des avocats français) avait demandé lundi un rendez-vous à la ministre de la Justice, tout en annonçant qu'il mettrait au vote de son assemblée générale vendredi «une délibération sur un mouvement de grève générale dans toute la France et de manière illimitée». Engagé il y a une semaine pour protester contre le projet de réforme de l'aide juridictionnelle (AJ) de Christiane Taubira, ce mouvement de grève était suivi hier par «148

des 164 barreaux de France», selon un pointage du CNB. Si la majorité d'entre eux se contentent de ne pas désigner d'avocats commis d'office, 37 barreaux ont voté une grève générale et illimitée des audiences.

A Lille (Photo AFP), pour la première fois depuis le début du mouvement, la police est intervenue pour ouvrir l'accès du palais de justice bloqué par quelque 200 avocats en colère. Vers 12h, les forces de l'ordre ont «forcé le passage» pour que «neuf justiciables» puissent entrer dans le tribunal, a rapporté Vincent Potié, le bâtonnier de Lille. Des vidéos montrent des avocats tentant de résister à l'évacuation *manu militari* des accès du palais par les forces de l'ordre.

# Tours-Bordeaux : la LGV ira-t-elle au bout ?

**INFRASTRUCTURES** Le consortium qui finance Lisea s'inquiète de la rentabilité de son investissement. Le risque de non-paiement de la fin des travaux est même évoqué

**JEAN-BERNARD GILLES**

jb.gilles@sudouest.fr

Est-ce que Lisea n'était pas en mesure de financer la fin des travaux de la ligne à grande vitesse entre Tours et Bordeaux ? Cette hypothèse peut paraître à peine croyable tant la fin de ce chantier à plus de 7 milliards d'euros semble proche. Mais elle est très clairement avancée par le président de Lisea lui-même, Laurent Cavrois, qui a écrit il y a quelques semaines une lettre alarmiste au ministre des Transports.

Il évoque dans son courrier, révélé par le magazine « Challenges » cette semaine, « un scénario catastrophe », celui de l'arrêt du financement de la ligne nouvelle, ni plus ni moins, à moins de deux ans de la mise en service du train qui doit mettre Bordeaux à deux heures et cinq minutes de la gare Montparnasse.

Une fin de chantier pour le moins apocalyptique, mais le patron de Lisea, qui ne s'exprime que très rarement et qui semble être un homme raisonnable, pointe un réel risque « de déraillement financier de la LGV ». Pas moins !

Pour une fois, ce n'est pas la contribution financière publique qui est en cause. Il manque toujours plusieurs centaines de millions d'euros de contribution des collectivités locales (Région Poitou-Charentes, Dé-

partements des Landes, de la Charente-Maritime, etc.) au financement de la partie publique de la ligne nouvelle. Ils sont, bon an mal an, assumés par SNCF Réseau, l'ex-Réseau ferré de France redevenu filiale de la SNCF, qui a changé de bannière mais qui accumule toujours plus de dettes.

## Partenariat public-privé

La LGV Tours-Bordeaux est le fruit d'un partenariat public-privé de grande ampleur. Les budgets publics et ceux de RFF finançaient grosso modo 3 milliards d'euros du projet. Vinci, la maison mère de Lisea, apportait environ 800 millions d'euros de fonds propres.

Et un consortium financier privé, où la Caisse des dépôts mais aussi des fonds comme Ardian ou Meridian, dédiés à ce type d'investissement de long terme, devaient apporter les 3 milliards d'euros restants au fil de l'avancement du projet.

Et c'est du côté de ces sociétés financières que vient aujourd'hui le danger. Elles s'interrogent sur le prochain apport de fonds, prévu pour la fin du mois d'octobre, soit 50 millions d'euros. C'est en tout cas ce qu'écrit le président de Lisea au ministre.

Elles ont mis sur la table cet argent pour financer ce mégaprojet en

échange de recettes à venir le temps de la durée de la concession. Et ces recettes d'exploitation dépendent des péages que devront payer les exploitants des trains, la SNCF surtout, pour utiliser cette voie nouvelle.

On peut les estimer, même si cela est beaucoup plus compliqué, à environ 20 euros par train et par kilomètre, pendant cinquante ans. Lisea, dans un contrat de plus de 1000 pages, a pris des engagements le 16 juin 2011 sur des bases optimistes de trafic.

## Bras de fer Lisea-SNCF

Lisea exploitera certes la ligne nouvelle, lorsqu'elle sera construite, et en assurera la maintenance, mais c'est la SNCF qui décide du nombre de trains qui rouleront.

Depuis des mois, la SNCF – qui considère que les péages sont trop chers – et Lisea se sont engagés dans un bras de fer qui s'éternise. On devait connaître, fin juin dernier délai, les nombres de dessertes LGV pour Tours, Angoulême, Poitiers et Bordeaux. Un dossier chaud sur lequel Alain Rousset et Alain Juppé ont clairement pris une position commune.

Lisea prétend qu'à moins de 20 dessertes Bordeaux-Paris tous les jours, il ne lui sera pas possible de capter toute la clientèle aujourd'hui



**Le nombre quotidien de TGV directs entre Bordeaux et Paris n'est toujours pas fixé.** PHOTO LAURENT THEILLET/« SUD OUEST »

adepte des vols Mérignac-Orly, soit 900 000 passagers par an. Ni même de mener les développements commerciaux de la future ligne nouvelle vers Londres ou Bruxelles.

Info ou intox ? Difficile à établir, tant les postures sont fréquentes sur ce dossier. Guillaume Pepy a récemment fait savoir au maire de Bordeaux qu'il y aurait plus de 13 liaisons directes par jour, peut-être 17. C'est

moins 20%. La SNCF n'est jamais précise dans ses chiffres, qu'elle protège jalousement. Et Lisea, qui a pris un grand risque financier dans cette affaire, aligne sans cesse des projections toujours plus optimistes, sans en être certaine au fond.

Lisea, qui dramatise volontiers ses rendez-vous mensuels avec ses bailleurs de fonds. Comme la réunion d'hier, d'où il n'est rien sorti d'officiel au final. « Tout cela est de l'intox alors que nous finalisons notre négociation », a dit Guillaume

moins que Lille ou Lyon, mais bien mieux que le projet d'il y a trois mois (13 liaisons directes). Les villes de Poitiers et de Libourne sont bien traitées, mais Angoulême et La Rochelle espèrent encore un nombre accru de TGV (lire ci-dessous).

Mais personne ne sait - ou ne veut - dire combien de passagers prendront ce train, dont les tarifs dans tous les cas s'envoleront d'au

Pepy à « Sud Ouest » il y a quelques jours. Derrière cette partie de poker menteur, où les tentatives de manipulation des élus et de la population sont légion de part et d'autre, se cache une autre réalité. Le financement de telles infrastructures devient impossible, qu'il provienne de fonds publics ou privés. Toutes les parties prenantes de ce lourd dossier le savent. Tout comme elles savent qu'elles construiront la ligne nouvelle Tours-Bordeaux. Mais à quel prix !

# Deux managers opposés

## L'entreprise publique du rail et Lisea ne se supportent pas

C'est peu de dire que tout un monde sépare la SNCF, entreprise publique star du siècle dernier qui a fait rêver toute la France avec un modèle de la grande vitesse qu'elle ne peut financer, et Lisea, filiale de Vinci, leader mondial des concessions, qui engrange les contrats dans nos villes et régions avec une force financière que l'État ne peut même plus contester.

Guillaume Pepy, 57 ans, est un énarque affable et un vieil habitué des cabinets ministériels. Il a consacré une bonne partie de sa carrière à la SNCF qu'il connaît comme sa poche et qu'il cherche, vaille que vaille, à adapter à la nouvelle donne concurrentielle.

Laurent Cavrois, 43 ans, est ingénieur des Ponts, a travaillé à la Banque mondiale, mais aussi à la SNCF dont il connaît le département infrastructures. Il est froid, discret et maladroit en public. Il a rejoint le pôle Concessions de Vinci en 2006.

Le premier sait qu'il a le soutien des cheminots et du gouvernement, quand il négocie au plus serré les intérêts de l'entreprise publique. Le second aime à brocarder les coûts de fonctionnement de la SNCF, qu'il juge trop lourds. Mais il peine à affronter publiquement Guillaume Pepy, dont il n'a pas la faconde.

L'un et l'autre s'opposent sur deux modèles de développement ferroviaire qui se télescopent au travers de ce dossier Tours-Bordeaux. Deux managers aux profils bien distincts s'opposent aussi sur ce dossier.

**J.-B. G.**

## LES MAIRES DE LA GRANDE RÉGION SONT-ILS SATISFAITS DES DESSERTES LGV ?



**Philippe Buisson,** maire de Libourne et président de son Agglomération

Nous étions satisfaits de la médiation réalisée par Jean Auroux (ancien ministre du Travail). Il proposait quatre dessertes pour Paris depuis Libourne, plutôt bien réparties dans la journée. C'était mieux que la proposition initiale de la SNCF. Nous savons qu'Alain Rousset et Alain Juppé plaident pour plus de dessertes pour Bordeaux-Saint-Jean. Nous y sommes favorables mais serons attentifs à ce que cela ne se fasse pas au détriment de Libourne. Mais la SNCF tarde !



**Jean-François Fontaine,** maire de La Rochelle et président de son Agglomération

Le compte n'y est pas pour La Rochelle. La voie nouvelle passe en dehors des villes. On perd les vingt minutes gagnées par la vitesse en allant desservir Poitiers. Nous sommes passés à La Rochelle de zéro trajet à trois par jour aujourd'hui sans arrêt à Poitiers. Cela nous semble un peu juste encore. Un Parisien venant à La Rochelle ou un Rochelais allant à Paris doit pouvoir faire un aller-retour dans la journée. Nous souhaitons deux allers-retours par jour.



**Alain Juppé,** maire de Bordeaux et président de Bordeaux Métropole

Le TGV Bordeaux-Paris drainera la clientèle de la métropole bordelaise, de la Gironde, de l'Aquitaine et de Toulouse. La proposition de la SNCF est tout à fait insuffisante. Nous souhaitons un train direct à l'heure, et, aux heures de pointe, à la demi-heure. L'argument des tarifs des péages ne tient pas, car, outre que les chiffres de trafic de la SNCF sont opaques, ils figuraient au contrat de concession signé par l'État après l'expertise de Merrill Lynch.



**Alain Claeys,**  
maire de  
Poitiers  
et président  
de son Agglo-  
mération

Je ne souhaite pas revenir sur la nature du contrat, mais force est de reconnaître que l'État n'avait plus les moyens de porter un tel investissement. Je suis plutôt satisfait du nombre de dessertes LGV qui nous est alloué, 17 contre 16 aujourd'hui. Leur nombre est suffisant et leur positionnement dans la journée satisfaisant. Mais nous avons beaucoup de voyageurs grâce à notre pôle intermodal. Si la fréquentation baisse, nous savons que nous aurons moins de trains.



**Xavier Bonnefont,**  
maire  
d'Angoulême

Nous sommes proches de notre objectif des 11 allers-retours par jour. Mais toujours pas de trains directs pour Paris depuis Angoulême, ce qui nous mettra au mieux à 1 h 56 de la gare Montparnasse, contre 2 h 30 aujourd'hui avec les travaux. Nous serons attentifs à ce que nos chefs d'entreprise puissent disposer d'horaires qui conviennent pour faire l'aller-retour plus facilement dans la journée. On aura les grilles définitives au début de 2016.

# Baisse du chômage annoncée pour 2016

**UNÉDIC** L'organisme gestionnaire de l'assurance-chômage prévoit une baisse, la première depuis 2007

L'inversion de la courbe se précise : selon l'Unédic, le chômage devrait enfin baisser en 2016, pour la première fois depuis 2007, une prévision qui conforte le président Hollande en vue d'une candidature en 2017. Le chef de l'État a assuré à plusieurs reprises qu'il ne briguerait un second mandat qu'en cas de baisse « crédible » du chômage en 2016. C'est précisément le scénario qu'ébauche l'Unédic.

Selon l'organisme gestionnaire de l'assurance-chômage, après avoir vu affluer 70 900 nouveaux chômeurs depuis janvier en métropole, le Pôle emploi devrait en recenser 8 900 de moins d'ici à la fin de l'année. Sur l'ensemble de l'année, le nombre de demandeurs d'emploi sans activité (catégorie A) augmenterait ainsi de 62 000 personnes, après 189 000 supplémentaires en 2014.

## Plus de précaires

L'horizon s'éclaircirait encore plus nettement en 2016, avec 51 000 chômeurs en moins. Il s'agirait de la première année de baisse depuis 2007, juste avant la crise financière mondiale. Le chômage a atteint un record à la fin du mois d'août, avec 3,57 millions de demandeurs sans activité. En huit ans, 1,6 million de chômeurs supplémentaires se sont inscrits au Pôle emploi, dont 650 000 depuis l'élection de Fran-



**Le nombre de demandeurs d'emploi a augmenté de 650 000 personnes depuis 2012.**

PH. PHILIPPE HUGUEN/AFP

çois Hollande en 2012. Selon les calculs de l'Unédic, le taux de chômage, mesuré selon les normes du Bureau international du travail, resterait stable à 10 % de la population active d'ici à la fin de l'année, puis baisserait à 9,7 % à la fin de 2016.

L'économie créerait des emplois au second semestre 2015, « sous les effets conjoints de l'amélioration de la croissance, du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) et du pacte de responsabilité ».

Cette amélioration serait nuancée par une hausse des demandeurs d'emploi travaillant à temps partiel ou enchaînant les contrats courts : +166 000 en 2015, +49 000 en 2016. Près de la moitié des demandeurs d'emploi indemnisés travaillent.

# La Vague citoyenne se lance dans les régionales

**AQUITAINE** Marie Bové conduira une liste « solidaire, démocratique et écologiste »

**2015**  
**RÉGIONALES**

Marie Bové et Joseph Boussion ont présenté hier matin à Darwin, sur la rive droite de Bordeaux, la liste Faisons ensemble dont ils constitueront le binôme de tête et qui aura pour mots d'ordre « solidarité, démocratie, écologie ». Cette liste, dont les 183 candidats seront présentés le 31 octobre dans une commune de l'estuaire de la Gironde, est soutenue par La Vague citoyenne qu'on peut présenter, en raccourci, comme la cousine aquitaine du mouvement espagnol Podemos.

« Les élections régionales sont une

à cette idée d'invention de nouvelle formation politique qui n'a rien à voir avec celles qu'on connaît aujourd'hui et qui ont fini par lasser les électeurs.

## Un spectre large

Si l'ADN de La Vague citoyenne est évidemment de gauche, son spectre reste large et, assure Marie Bové, « on ne va pas demander aux gens leur carte de parti. Nous rejoignent celles et ceux qui sont d'accord avec nos idées, et surtout nos méthodes de travail ». On a aussi compris que La Vague citoyenne veut réconcilier les citoyens avec la politique pour éviter ce qui, à leurs yeux, est le pire, « le vote désespéré et désespérant en faveur du Front national ».

Si La Vague citoyenne se lance finalement dans la course aux régionales, c'est qu'après quatre longs mois de discussions avec Les Verts ou le Front de gauche, rien n'a abouti.



**Marie Bové et Joseph Boussion.** PHOTO GUILLAUME BONNAUD/« SO »

étape indispensable, mais La Vague citoyenne n'est pas un objet électoral, et elle continuera à vivre après le mois de décembre », explique Marie Bové, qui siège encore au Conseil régional, tout comme un autre trans-

fuge d'Europe Écologie-Les Verts, le Béarnais David Grosclaude. Ancien pour sa part de Nouvelle Donne qui, déjà, avait lancé l'idée de jurys citoyens pour désigner des candidats à une élection, Joseph Boussion tient

« Tout ce qu'on nous proposait en fait, c'est seulement d'être sur la liste », regrette Marie Bové.

Sur le site Internet de La Vague citoyenne figurent déjà plus de 80 propositions, et c'est à chacun d'apporter sa pierre à l'édifice. Les candidats seront désignés par un jury citoyen qui a lui-même été tiré au sort.

Accusée par certains de se limiter à faire du militantisme 2.0 (sur Internet ou les réseaux sociaux), La Vague citoyenne se défend au contraire en assurant aller à la rencontre des gens sur le terrain. « Mais, en effet, nous ne ferons pas de grands meetings qui ne servent à rien », ajoute Marie Bové, qui assure ne pas être inquiète sur le financement de la campagne. Un appel aux dons a été lancé, et l'élue régionale est persuadée que la liste aura sa campagne remboursée « parce qu'on fera un score à deux chiffres ».

**B. L.**

# Démarrage politique avec Alain Rousset et Virginie Calmels

RENCONTRES SCIENCES PO/« SUD OUEST » Après le débat de demain, Vincent Lindon, Mémona Hintermann, Alain Finkielkraut... sont attendus



Alain Rousset. PH. GUILLAUME BONNAUD



Alain Finkielkraut. ARCHIVES AFP



Virginie Calmels. PH. ARNAUD LOTH

Ce sera vraiment leur premier grand duel demain. S'ils se sont jusqu'à présent croisés au cours de leur campagne, Alain Rousset et Virginie Calmels ne se sont pas encore véritablement affrontés depuis leur entrée en campagne et n'ont pas encore eu l'occasion de débattre face à face de la future grande région Aquitaine-Poitou-Charentes-Limousin qu'ils aspirent tous les deux à présider.

Le lieu de ce premier débat entre le président socialiste sortant et son adversaire conduisant une liste de droite et du centre est donc bien choisi, puisqu'il s'agit de l'Institut d'études politiques pour le coup d'envoi de la saison des Rencontres SciencesPo-« Sud Ouest ». Le débat sera retransmis en direct par TV7.

## Sept rencontres

Sept rencontres figurent au programme (encore provisoire) de cette nouvelle saison. Deux ou trois autres rendez-vous devraient être finalisés dans les jours qui viennent et seront alors annoncés. À part la rencontre du 28 janvier à Angoulême (15 heures), les débats

ont lieu les jeudis, de 17 heures à 19 heures, à l'Institut d'études politiques (IEP) sur le campus de Pessac-Talence, et l'entrée est libre. Deux exceptions : le Grand Oral de Vincent Lindon aura lieu à 18 heures et celui de Mémona Hintermann se tiendra au cinéma Jean-Eustache de Pessac.

**Demain.** Face-à-face entre Alain Rousset (PS, président de région sortant) et Virginie Calmels (Les Républicains).

**Jeudi 5 novembre.** Grand Oral de Vincent Lindon, acteur.

**Jeudi 19 novembre.** Grand Oral de Mémona Hintermann, membre du CSA (Conseil supérieur de l'audiovisuel) et ex-grand reporter à France 3, dans le cadre du 26<sup>e</sup> Festival international du film d'histoire de Pessac.

**Jeudi 10 décembre.** Grand Oral d'Alain Ehrenberg, sociologue, dans le cadre de « Demain les savoirs », en partenariat avec le CMSO (Crédit mutuel du Sud-Ouest).

**Jeudi 28 janvier.** Table ronde à Angoulême (16) sur le dessin politique avec Pascal Ory, historien, Plantu et Urbs, dessinateurs de presse au « Monde » et à « Sud



Vincent Lindon. ARCHIVES WILLY DALLAY

Ouest », et Nicolas Brimo, administrateur délégué au « Canard enchaîné », dans le cadre du 43<sup>e</sup> Festival international de la bande dessinée.

**Jeudi 10 mars.** Grand Oral d'Alain Finkielkraut, philosophe, essayiste et membre de l'Académie française.

**Jeudi 24 mars.** Grand Oral de Pierre Laurent, secrétaire national du Parti communiste français (PCF).

# « La Sécurité sociale, ce bien à préserver »

**CHARENTE** L'ensemble des institutions de protection sociale célèbrent les 70 ans de la Sécurité sociale, véritable « amortisseur social en temps de crise ». État des lieux

**HÉLÈNE RIETSCH**

h.rietsch@sudouest.fr

Ce n'est pas un hasard si les organismes en charge de la Sécurité sociale en Charente ont choisi pour célébrer les 70 ans de la « Sécu », Le Nil à Angoulême, cet ancien haut lieu de l'industrie papetière qui abrite aujourd'hui une école à la pointe de la technologie (1). « L'objet de cet anniversaire est de montrer à la fois la pertinence et l'actualité des valeurs qui ont fondé la Sécurité sociale, et sa capacité à s'adapter aux nouveaux besoins et à évoluer avec l'ère numérique », explique Nathalie Etcheverria, directrice de la Caisse primaire d'assurance-maladie (CPAM) de la Charente.

L'occasion de rappeler ses principes de solidarité fondateurs, nés des luttes sociales, dont le fameux « chacun cotise selon ses moyens et reçoit selon ses besoins » toujours d'actualité. Sans occulter ses enjeux et évolutions eu égard à son déficit cumulé (236 milliards d'euros) qui « ne représente que 10 % de la dette publique totale de l'État » ?

## Précarité élevée

« Un bien précieux commun qu'il faut préserver et à qui il faut redonner de la clarté », a dit en écho Guy Charré, président de la Carsat, Caisse d'assurance retraite et de la santé au travail. D'autant que la Charente est le département de la région Poitou-Charentes qui a les niveaux de précarité et de pauvreté les plus élevés et une vitalité démographique faible.

Quel est donc le poids que pèse en Charente la protection sociale ? On a beau tous avoir à faire à la « Sécu », « ce service public est encore trop méconnu », souligne Nathalie Etcheverria. Raison pour laquelle les organismes sociaux ont choisi de partager une conférence sur les enjeux de la Sécurité sociale, jeudi, et de proposer une expo visible dans leurs accueils respectifs jusqu'à la fin de l'année. Histoire, expertise, montée en puissance de la Sécu dans l'économie, mais aussi difficulté de financements, rien n'y manque.

(1) L'ENJMIN est l'école nationale des jeux et des médias interactifs.



Présidents et directeurs de la CPAM, la CAF, la Carsat, l'Urssaf et la MSA ont participé à un conseil d'administration public commun à l'occasion des 70 ans de la Sécurité sociale. PHOTO MICHEL AMAT

## La Sécu en Charente, ils en parlent

■ **CPAM : 284 915 ASSURÉS EN CHARENTE** Elle est passée du tout papier (jusqu'en 2000) au presque tout numérique grâce à la carte vitale et à l'assurance-maladie en ligne (Amelie). La carte vitale permet d'être remboursé en sept jours depuis l'an passé. Et 47 % des assurés charentais consultent désormais Amelie. Dès le 1<sup>er</sup> janvier, la protection universelle maladie sera mise en place sans critère d'activité.

**LA CAF « UN INVESTISSEUR SOCIAL »** Avec 342 millions d'euros de prestations légales et 22 millions d'euros d'aides de l'action sociale, le budget de la Caisse d'allocation familiale (CAF) Charente dépasse le budget social du Département. « Amortisseur social au cœur de la lutte contre la pauvreté, la CAF est un investisseur social », insiste Philippe Arnould, directeur de la CAF. Elle applique la modulation des allocations familiales en fonction des ressources, depuis juillet, annonce la future prime

d'activité (à partir de janvier 2016) et sur Grand-Angoulême, la création d'une Maison des parents, lieu de soutien aux parents. Plusieurs enquêtes montreraient que les Français, de façon générale, attendent aujourd'hui d'abord « des services avant les allocations. »

**L'URSSAF, « PAS LE MÉCHANT LOUP »** « Beaucoup ignore que l'Urssaf est une branche de la Sécu, pas le grand méchant loup qui prend de l'argent. On y participe (employeurs et salariés) en termes de cotisations et non pas de charges, souligne Robert Ménard, son président. L'Urssaf a développé son offre de services en Charente, via son Site et de l'accueil sur rendez-vous notamment.

**LA MSA, 15 À 20 % DE LA POPULATION DE CHARENTE** La Mutuelle sociale agricole des deux Charentes gère la protection sociale de façon globale, de la santé à la famille, en passant par la retraite et le recouvrement. À

Angoulême, elle prépare sa migration d'ici deux-trois ans dans un nouveau bâtiment partagé avec la Carsat Centre Ouest, qui sera construit à côté de l'Espace Carat. C'est aussi de l'accueil diversifié (5 agences), une large offre de service à la personne, avec dès janvier la mise en place d'accueil sur rendez-vous. « Proximité et solidarité d'abord, avec un conseil d'administration composé de délégués cantonaux à l'écoute des besoins », ont souligné ses présidents et vice-présidents.

**LA CARSAT CENTRE OUEST ET SON PROGRAMME BIEN VIEILLIR** Objectif de la Caisse d'assurance retraite, simplifier les démarches des assurés sociaux, et éviter les ruptures de ressources à l'heure de la retraite. « On travaille aussi en collaboration avec des régimes frères (MSA, Régime social des indépendants) sur le bien vieillir pour bien vivre sa retraite », précise Guy Charré, président de la Carsat.

# Les marais ont pris feu hier à Gensac-la-Pallue

## INCENDIES

Mobilisés en nombre, les pompiers ont combattu de front trois feux hier

Hier, vers 16 h 30, le panache de fumée était visible de toute l'agglomération cognacaise. Pour connaître son origine, il suffisait de suivre les camions de pompiers en direction de Gensac-la-Pallue. Sur place, les soldats du feu, après avoir eu du mal à identifier la zone, ont finalement trouvé un terrain difficile : un marais dans lequel leurs engins n'ont pu progresser en raison d'un sol très mouvant. Mais c'est surtout la coexistence de trois foyers qui a rendu la tâche difficile.



**Hier, aucune habitation n'était menacée.** PHOTO J. G.

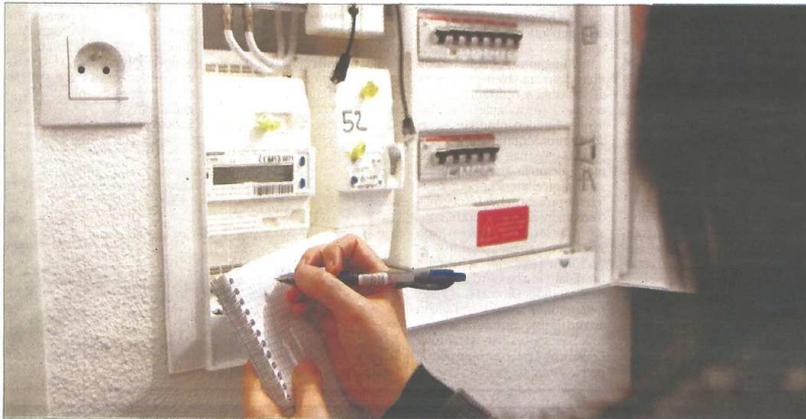
23 véhicules et 60 sapeurs-pompiers venant de toute la région (Jarnac, Segonzac, Châteauneuf, Barbezieux...) sont ainsi arrivés en renfort sur une zone formant un triangle de 20 hectares, entre le chemin Boisne, le chemin du Grand Marais et la D 150.

La gendarmerie, présente sur place, n'a pas voulu indiquer si ces trois feux simultanés laissaient supposer une origine criminelle, relevant simplement « une cause suspecte ».

**Jonathan Guérin**

# Les familles se défient pour économiser leur énergie

**ENVIRONNEMENT** Le défi Familles à énergie positive est reconduit pour une deuxième année. Les participants vont concourir pour économiser 8 % de leur consommation



Les familles, regroupées par équipe, envoient leurs relevés de consommation régulièrement. Le but est de créer une émulation pour savoir qui fait le plus d'économie. PHOTO ARCHIVES RONAN CHERE/ A. SO.

**JONATHAN GUÉRIN**

cognac@sudouest.fr

L'arrivée des premières gelées a conduit beaucoup de foyers à rallumer leur chauffage, réactivant ainsi certains gestes peu bénéfiques pour la planète. C'est dans ce contexte que la deuxième édition du défi Familles à énergie positive est relancée sur le territoire de Grand-Cognac. « Le bilan de la première édition, l'an dernier, est très positif », note Pascale Belle. La vice-présidente de la Communauté de communes en charge de l'environnement a commencé par plaider sur ses propres terres, jeudi dernier, lors d'une réunion publique d'information à Javrezac.

Concrètement, les foyers volontaires vont tâcher, dès le 1<sup>er</sup> décembre, de vivre à l'heure de l'écologie au quotidien sur le plan énergétique. Des outils seront mis à leur dis-

## UN DÉFI NATIONAL

**EN FRANCE** 8 000 familles ont participé à l'opération, l'an dernier. En Poitou-Charentes, ce chiffre s'élève à 365. Depuis 2008, l'opération a enregistré 50 000 participants.

**RENSEIGNEMENTS** sur le site [www.familles-a-energie-positive.fr](http://www.familles-a-energie-positive.fr). Il est possible de rejoindre la liste des volontaires jusqu'au 15 novembre, à condition d'habiter dans une des 14 communes de Grand-Cognac. L'opération est menée en collaboration avec le Conseil architecture urbanisme et environnement de Charente (CAUE).

position pour évaluer leur consommation : un thermomètre pour vérifier la température du frigo, un débitmètre pour évaluer la consommation d'eau, un sablier destiné à connaître le temps passé sous la douche... « Rien de ce que vous allez faire ne va rogner sur votre plaisir ou votre confort », assure Michael Charruault, conseiller énergie du CAUE. « Seuls les relevés sont à faire tous les quinze jours, voire tous les mois », précise-t-il.

## 130 euros d'économie

Les foyers vont en effet procéder à la mesure de nombreux indices (consommation d'eau, d'électricité) et comparer avec d'autres participants. Un jeu aux dimensions géantes, puisque l'an dernier, 25 familles réparties en quatre équipes se sont affrontées. « 50 000 kW/h ont été économisés grâce à eux sur Grand-Cognac, dévoile le conseiller énergie, soit la consommation de trois foyers. C'est beaucoup. »

Des chiffres concrets, que veut mettre en avant Pascale Belle. « Il

faut toucher les gens au portefeuille, mais au bon sens du terme. C'est en expliquant que ces petits gestes sont utiles pour leurs finances que cette action réussira. » Et pour cause : l'objectif est d'économiser 8 % de sa consommation annuelle en énergie, ce qui revient à un allègement de sa facture de 130 euros environ.

Mais les bénévoles de la première heure, au moment de faire le bilan de l'année écoulée, louent avant tout l'ambiance chaleureuse qui a régné : « On a appris à se connaître entre participants, c'était très convivial », témoigne à la tribune Katia, une habitante du quartier Saint-Martin. Sa voisine, Marianne, a embarqué sa fille dans l'aventure. « Mon adolescente a bien vu que faire attention, ça ne signifiait pas un retour à l'âge de pierre, alors toute la famille a joué le jeu. »

## Tous jouent le jeu

Interrogées par un vieux monsieur pas vraiment convaincu de la démarche, les mères de famille ont pu

attester que « rien n'est devenu obsessionnel ». « Ce sont plutôt des gestes simples, qu'il faut prendre comme habitude et qui deviennent automatiques. »

## « Il faut toucher les gens au portefeuille, mais dans le bon sens du terme »

Souvent, ce sont même les enfants qui alertent les parents. « Moi je le dis quand ils laissent la lumière allumée », glisse fièrement le petit Jules, 8 ans, en pointant du doigt Nathalie, sa maman.

Cette dernière compte prendre les bons réflexes dès le 1<sup>er</sup> décembre. « On consomme beaucoup à la maison et je suis très curieuse de connaître les petits gestes pour améliorer les choses. Et puis, l'idée du défi est sympa ; je vais peut-être même convaincre des parents de l'école d'y participer. » Une saine concurrence pour une bonne cause.

## Petits gestes et économies utiles

**PISTER LES VEILLEUSES** Avant de vous coucher, éteignez les lumières et vérifiez dans les pièces les appareils produisant de la lumière : ces témoins de charge indiquent que l'appareil consomme vraisemblablement de l'électricité, mais vous n'en aurez pas besoin la nuit. C'est particulièrement le cas des box Internet, que l'on a la flemme

d'éteindre et rallumer alors qu'on ne les utilise que la moitié de la journée.

## LE MITIGEUR DANS LE BON SENS

Lorsque vous vous lavez les mains, le mitigeur du robinet peut être tourné du côté eau chaude. Or cela active la chaudière, même si vous revenez vers l'eau froide par la suite.

Il faut donc prendre l'habitude de tourner le mitigeur côté eau froide.

## COUVRIR SES POÊLES

Cela peut paraître anodin, mais les poêles et les casseroles non couvertes engendrent une forte déperdition de chaleur. Il est donc conseillé d'appliquer un couvercle sur les ustensiles de cuisine.

# Olivier Dartigolles défend une autre voie

**POLITIQUE** La tête de liste du Front de gauche aux prochaines élections régionales était de passage hier à Cognac

**DIDIER FAUCARD**

d.faucard@sudouest.fr

Quinze mille. C'est le nombre de kilomètres qu'Olivier Dartigolles s'est enquillé depuis qu'il a débuté sa campagne, en juillet dernier. Du Béarn à la Creuse, la région est effectivement très étendue. Et, quitte à labourer le terrain, autant passer partout.

Dans ses pérégrinations, Olivier Dartigolles, élu communiste de Pau, est passé hier en Charente. D'abord à Cognac, où il a notamment rencontré des membres du personnel de Saint-Gobain et des représentants de l'Union locale de la CGT, puis à Ruelle lors d'un meeting, avant d'en enchaîner un autre ce soir à Limoges. L'occasion pour lui de rappeler la philosophie d'action de cette candidature : « La volonté de mettre en place un projet régional contre l'austérité de la politique gouvernementale. »

## Équilibre des territoires

Exemple ? Olivier Dartigolles estime que la Région devra s'opposer à ce qu'il appelle la « casse ferroviaire », la préférence nettement marquée pour les grandes lignes, la LGV, aux dépens des lignes transversales, des trains du quotidien, « alors que l'on



Olivier Dartigolles. PHOTO D. F.

démultiplie les lignes de bus, le moyen de transport le plus polluant», par une politique forte en faveur du rail.

Autre idée : mettre en place, sur chaque bassin d'emploi, des comités de surveillance et d'évaluation des aides publiques données aux entreprises, « pour vérifier que cet argent est bien utilisé. Alors que la réforme prévoit que la Région sera un guichet unique ».

Ou bien encore, éviter la « métropolisation bordelaise », comprendre que tous les pouvoirs et toutes les richesses soient concentrés sur la ca-

pitale régionale, au détriment des autres territoires. « Cette réforme est la première à tourner le dos à la décentralisation. On revient à une hyperconcentration. Nous sommes pour l'égalité des territoires. »

Olivier Dartigolles entend aussi défendre la production agricole et l'élevage en développant les circuits courts destinés à alimenter les cantines des lycées, « en relançant la filière publique de la transformation ».

Bref, une autre politique est possible. « J'aimerais bien qu'il y ait un débat public et contradictoire sur ces questions », indique Olivier Dartigolles. Égratignant au passage ses adversaires, Virginie Calmels « qui passe à la télé, mais a un trou de mémoire lorsqu'il s'agit d'évoquer la somme qu'elle touche pour ses jets de présence chez Disney, quatre réunions par an ; 45 000 €, nous avons fait le calcul ». Ou bien Alain Rousset « qui a retiré le logo du PS de ses affiches, mais qui est bien son candidat. On a besoin d'un projet neuf », indique Olivier Dartigolles, regrettant, en revanche qu'aucun accord de liste commune avec Europe Écologie-Les Verts et Françoise Coutant n'ait pu être trouvé pour le premier tour.

# La Charente fédère les artistes peintres

Les 7<sup>es</sup> rendez-vous Peintres de chez nous, organisés par la Ville de Châteaubernard, ont connu un décrochage bien animé, jeudi dernier. Des retrouvailles, en somme, entre habitués des salles d'exposition municipales qu'ils affectionnent. « Charente, ma douce », le thème du cru 2015 a fait concourir 28 participants pour 134 votants mais n'a pas séduit la catégorie junior non représentée cette année. Chez les plus grands, les coups de cœur du public et du jury ont surpris les récipiendaires.

### « Bienvenue en Charente »

Les deux lauréates, fraîchement arrivées en Charente, participaient pour la première fois à ces rendez-vous. Amanda Crisell a été primée par le jury - réunissant trois artistes peintres Alain Mériot, Bernadette Chaudet et Carlos Da Silva

ainsi que Marylène Carteron, responsable de la médiathèque et Dominique Petit, adjointe à la culture - pour son aquarelle « Bienvenue en Charente ». Quant à Danièle Lantonnet, elle a eu la faveur du public pour sa toile à l'acrylique « La Charente (Bassac) ».

Un troisième prix a fait son entrée cette année pour récompenser l'atelier le plus représenté. L'Arche, l'heureux lauréat, profitera d'un stage conduit par l'artiste peintre Maria Maumont. Enfin, chaque participant est reparti avec des places pour la pièce de théâtre signée de Bernard Cassan et proposée par Les Castelbaladins « Mes hommages, Mage », les 20, 21 et 22 novembre au Castel. Hubert Luqué, le metteur en scène, s'est fait une joie d'en donner un avant-goût.

**Sandra Balian**



Les lauréats et le jury réunis. PHOTO S. B.